

RESSOURCES EN EAU

**Vers l'autorisation,
à nouveau, de forage
de puits**

P2

HYDROCARBURES

**Recul de la production
de l'Algérie à hauteur
de 8% en 2020**

P4

**Le Président Abdelmajid Tebboune
ordonne d'entamer la campagne
de vaccination en janvier 2021**

le Président de la République Abdelmajid Tebboune a instruit hier le Premier Ministre Abdelaziz Djerad pour choisir le vaccin le mieux adapté et de préparer le début de la campagne de vaccination contre le Covid-19 en janvier 2021.



BRAHIM MERRAD (CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE)

Huit millions d'Algériens isolés dans 15 044 zones d'ombre

P3



En Vrac

Reconfinement toute !

Par Madjid Khelassi

Le Premier Ministre anglais, Boris Johnson, décide de reconfiner Londres et le sud de l'Angleterre, pour tenter de juguler une envolée des contaminations attribuée à une nouvelle souche du SARS-Cov-2, qui contient 23 mutations. Cette nouvelle souche est aujourd'hui à l'origine de 62% des contaminations enregistrées à Londres et 59% dans le sud-est de l'île.

On efface tout et en recommence ! Reconfinement toute !

Déjà soumises à des restrictions contraignantes, les habitants de la capitale anglaise et ceux du sud de l'Angleterre sont désormais placés au 4e niveau d'alerte, le plus élevé à l'échelle du combat contre le Covid.

Question : cette nouvelle souche remet-elle en cause le ou les vaccins conçus pour combattre la pandémie ? En tout cas, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie, la France donnent un tour de vis plus draconien au reconfinement. Le monde est chaque jour dans un émoi différent de la veille.

Graphiques, chiffres des contaminés au quotidien, courbes zigzaguant avec le virus, le bilan est rendu chaque jour dans une abscisse démoralisante et dans une atmosphère de fin du monde. Le monde redeviendra-t-il comme avant ? Rien n'est moins sûr car la mondialisation heureuse et le marché dominant laissent place à cette pandémie à un chacun pour soi édifiant. Qu'en est-il chez nous, dans un pays à l'espoir désespéré bien avant la Covid ?

Avant-hier, notre ministre de la Santé fut malmené à l'APN, par des députés lui reprochant une gestion sélective (géographiquement) de la pandémie. « Ne me faites pas porter 30 ans de gestion catastrophique de notre système de santé »... a répondu le ministre. Ce n'est pas moi, c'est l'autre... Vieille excuse bien algérienne qui se fracasse, cette fois-ci, sur un système de santé surréaliste et mis à nu par la pandémie. Et gifle mémorable sur la tronche de dirigeants accrochés à l'éternelle vision bureaucratique de la santé publique et de tout le reste.

Sport

JUDO (CHAMPIONNAT D'AFRIQUE)

**L'Algérie championne
d'Afrique par équipes**

P13



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

422 nouveaux cas et 7 décès en 24h

P24

SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN ALGÉRIE

**43 milliards de dollars d'investissement
attendus en 2020-2024**

P5

AFGHANISTAN

**Huit morts dans l'explosion
d'une voiture piégée à Kaboul**

P15

Brèves

MÉDÉA

Djerad inaugure un tronçon de l'autoroute Chiffa-Berrouaghia

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a procédé, hier, à l'inauguration du tronçon de l'autoroute Chiffa-Berrouaghia, à l'entame de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Médéa où il devra inspecter et donner le coup d'envoi de plusieurs projets de développement local. Le Premier ministre a annoncé à l'occasion la poursuite des travaux de l'autoroute Nord-Sud jusqu'à la limite des frontières avec les pays du Sahel. Il a estimé que "ce projet est un grand acquis et d'une importance stratégique pour le pays". M. Djerad a insisté, en outre, sur l'importance de l'entretien régulier de l'infrastructure routière ainsi que la sécurisation des tunnels. Réalisée par un groupement d'entreprises nationales et étrangères, l'autoroute "Chiffa" (Blida) - "Berrouaghia" (Médéa), d'une distance de 53 km, permet une jonction rapide entre le Nord du pays et les localités du Sud. Cette voie d'accès rapide est composée de 57 ouvrages d'art, 10 pénétrantes et deux tunnels de 4,8 km, reliant la localité de Chiffa à celle de Berrouaghia.

R.N

POMME DE TERRE

Les importations de la semence baissent de plus de 50%

Les importations de la semence de la pomme de terre enregistrent durant la campagne en cours une baisse de plus de 50% par rapport à la campagne précédente, conformément aux objectifs tracés dans le cadre de la feuille de route du secteur, a indiqué samedi le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans un communiqué. En effet, les autorisations d'importation délivrées par les services phytosanitaires du ministère pour la campagne en cours portent sur une quantité globale de 45.277 tonnes contre 99.000 tonnes lors de saison précédente, ceci pour les variétés qui ne sont pas produites localement, note la même source. Le volume de semences de pomme de terre importé depuis la date de démarrage de l'opération le 15 novembre dernier a atteint 19.909 contre 50.000 tonnes à la même période de la campagne écoulée et 67.000 tonnes en 2018/2019. Cette réduction a permis un gain financier de plus de 15,2 millions d'euros depuis le début de l'opération d'importation en mi-novembre 2020 à ce jour par rapport à la même période de la campagne 2019/2020 et de 23,74 millions d'euros par rapport à celle de 2018/2019. "La filière pomme de terre ne cesse d'enregistrer des performances aussi bien en produit de consommation qu'en segment semence, dont les besoins nationaux sont couverts à plus de 80% actuellement", souligne le communiqué.

R.N

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Nécessité d'adapter le système avec les exigences du marché de l'emploi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a mis en avant hier depuis Médéa l'importance « d'adapter » le système de la formation et de l'enseignement professionnels aux exigences du marché de l'emploi en vue de "solutionner la problématique du chômage".



Le Premier ministre qui, accompagné d'une délégation ministérielle, a donné le coup d'envoi la rentrée de l'enseignement et de la formation professionnels 2020/2021. Il a relevé la "nécessaire modernisation du système de la formation et de l'enseignement professionnels et son adaptation aux exigences du marché de l'emploi". "Les jeunes doivent pouvoir accéder à des spécialités leur permettant d'accéder rapidement

au marché de l'emploi", a insisté M. Djerad qui a assuré que cette démarche était susceptible de créer "un équilibre entre la formation et le marché de l'emploi, et d'inscrire, partant, le système de la formation dans une logique de résolution de la problématique du chômage". A l'Institut national de formation professionnelle de Médéa, le ministre a appelé à l'impératif de faire "l'inventaire de ce qui est disponible dans

les hôpitaux", et d'établir "des relations entre les laboratoires et les établissements de santé en vue de régler le problème de maintenance du matériel médical, notamment les équipements de radio". Et de rappeler l'importance capitale de cette rentrée de formation professionnelle, intervenue après une rupture de plusieurs mois causée par la pandémie Covid-19.

ENVIRONNEMENT

1ère édition du Salon virtuel sur la gestion des déchets

Plusieurs institutions internationales activant dans le domaine environnemental ainsi que plusieurs pays étrangers prendront part à partir d'aujourd'hui, à Alger au premier salon virtuel sur la gestion des déchets, a indiqué, hier à l'APS le DG de l'Agence nationale des Déchets (AND), Karim Ouamane. Ce premier salon virtuel sur la gestion des déchets, intitulé "The Algerian virtual waste exhibition-AVWE", a pour ambition de mettre en relation directe tous les acteurs de la gestion des déchets qu'ils soient nationaux ou internationaux et ce, dans le but de conclure des partenariats fructueux dans ce domaine, a assuré M.Ouamane. Ce salon, qui s'étalera jusqu'au 23 décembre, verra la participation de plusieurs pays étrangers dont le Danemark, le Canada, la Corée du sud et l'Italie

ainsi que la France, selon le DG de IAND. "Plusieurs opérateurs étrangers qui veulent pénétrer le marché algérien prendront, également, part à cet événement et pourront conclure des partenariats fructueux avec des entreprises algériennes activant dans le domaine de la gestion des déchets", a souligné le responsable. Selon un communiqué de l'AND relevant du ministère de l'environnement, "cette manifestation, qui sera accessible en ligne du 21 au 23 décembre sur le site www.avwe.and.dz, fait suite aux instructions de la ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats, dans le cadre de la mise en réseau des acteurs de la gestion des déchets". "Cet événement sera animé à travers des conférences audiovisuelles, des lives et diverses autres activités relatives à l'information et à la sensibilisation sur les dangers liés aux déchets.

Des pitch pour les porteurs de projets et start-up seront également organisés et un espace dédié à l'innovation et à la recherche scientifique sera disponible, détaille l'AND. Le salon, composé de stands virtuels, reproduit le fonctionnement d'un salon classique à travers des conférences et permettant des échanges d'information et des relations d'affaires entre exposants et visiteurs, réalisables sur "stand virtuel" par chat, Skype, email et téléphone via différentes applications. Selon l'AND, l'initiative comporte plusieurs objectifs, à savoir, la promotion et le développement de la gestion des déchets, la mise en valeur du rôle de cette gestion dans la préservation de l'environnement ainsi que la mise en exergue du fort potentiel de l'économie circulaire.

R.N

RESSOURCES EN EAU

Vers l'autorisation de forage de puits

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Barraki, a indiqué samedi soir à Alger qu'une démarche multi-sectorielle a été engagée en vue de trouver une solution au problème du gel de l'octroi d'autorisation de forage de nouveaux puits. S'exprimant devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen du projet de loi de règlement budgétaire 2018, M. Barraki a précisé que cette démarche convenue avec le ministre de l'Agriculture et du développement rural va "impliquer" les ministères des Finances et de l'Intérieur afin de "trouver une formule qui ne soit pas contraire à la réglementation" et qui "permettra d'octroyer des autorisation de forage de

nouveaux puits". M. Barraki a évoqué dans ce contexte une autre solution dans le cas "extrême" qui consiste à ce que "l'Etat se charge du forage de puits" que les agriculteurs seront en mesure d'exploiter. Abordant le chapitre de l'alimentation en eau potable, le ministre des Ressources en eau a affirmé que l'Algérie a enregistré cette année un déficit de 39% en matière de pluviométrie. Il a ajouté que le taux de remplissage national des barrages a atteint son niveau "le plus bas depuis près de 40 ans", baissant jusqu'à 38% de la capacité de remplissage. Une situation due, selon le ministre, aux "changements climatiques" et qui risque de se répéter dans les années à venir. "La Méditerranée est classée

parmi les zones les plus impactées par les changements climatiques", a-t-il souligné. A ce propos, il a fait observer que des prévisions de spécialistes prévoient dans les prochaines années l'augmentation du déficit en eau de près de 60% dans certaines régions du monde, tout en rappelant que "l'Algérie avait envisagé en 2002, en raison de la sécheresse, d'importer de l'eau". Pour faire face à cette situation, qui risque de se reproduire selon lui, le ministère des Ressources en eau a tracé un programme qui s'étale jusqu'à 2030. Toutefois, M. Barraki a précisé qu'"il n'est pas possible de régler le problème de l'eau sans infrastructures". A ce titre, il a déclaré que l'Algérienne des eaux (ADE) a vu ses subventions passer de 16 milliards DA en

2012 à 100 millions DA en 2021. S'agissant des moyens financiers nécessaires pour le fonctionnement de l'ADE, le ministère des Ressources en eau est intervenu pour obtenir un crédit de 10 milliards DA permettant de couvrir ses charges. Au sujet de la qualité du réseau et le problème des fuites, question soulevée par les membres de la Commission, le ministre a fait savoir que son département avait réalisé une évaluation qui fait ressortir la nécessité d'investir au minimum 75 milliards DA dans une première étape pour remédier notamment au problème de la vétusté du réseau. Selon M. Barraki, il a lieu de renouveler au minimum 2000 Kilomètres de canalisations par an.

R.N

BRAHIM MERRAD (CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE)

Huit millions d'Algériens isolés dans 15 044 zones d'ombre

Le constat donne froid dans le dos. Plus de huit millions de citoyens algériens vivent isolés dans le dénuement le plus total, dans plus de 15 044 zones d'ombre à travers le pays, a indiqué hier Brahim Merrad, conseiller du président de la République, lors de son passage à l'émission « L'Invité de la rédaction » de la Chaîne III.



Il faut agir de manière à ce que les citoyens de ces zones, les jeunes notamment, y trouvent un emploi durable. Et pourquoi ne pas réfléchir à créer de mini-zones ou de micro zones d'activités à dédier exclusivement à ces jeunes ? Il faut agir de manière à rendre ce milieu viable», a expliqué le conseiller du Président. Parmi les actions envisagées, Brahim Merrad a évoqué celui relatif à la refonte du système fiscal local afin de permettre aux communes d'avoir de la ressource financière. L'invité de la radio a affirmé « Il y a des chantiers qui sont ouverts pour la refonte de la fiscalité locale et il

sera certainement question de permettre à ces communes d'avoir ce qu'elles doivent avoir en matière de ressource financière ». Il a ajouté que "ce sont les communes les plus dotées qui en profitent", soulignant qu'il s'agit d'une "nécessité pour rétablir l'ordre". Evoquant les mécanismes de financement des projets de développement au profit des zones d'ombre, Brahim Merrad a fait savoir que cela relève de la responsabilité des walis de trouver les fonds nécessaires pour financer des opérations contribuant à améliorer le cadre de vie des populations dans ces zones qui ont été "marginalisées

et laissées-pour-compte", a relevé M. Merrad. "Le président de la République a responsabilisé les walis à agir. Ils doivent absolument faire en sorte que des malfaçons, des déficits, des manques soient vite recouverts et que ces zones soient d'un niveau tel que le citoyen, qui y vit, considère enfin qu'on lui a donné de l'importance", a-t-il ajouté. Pour le financement des opérations de développement à inscrire au niveau des zones d'ombre, le conseiller du président de la République a déclaré que ce sont les actions déjà prévues dans différents secteurs qui seront réorientés vers ce chapitre.

"Toutes les actions seront réorientées vers les zones d'ombre de sorte à rééquilibrer les territoires et il n'est pas question que ces zones soient encore marginalisées davantage", insiste M. Merrad, soulignant que le président de la République, du fait de ses engagements de la campagne électorale, "en a fait sa priorité". "Il s'agit à travers l'identification de ces zones de fixer les populations là où elles se trouvent. Le discours maintenant est des plus clairs. M. Le président de la République veut absolument changer leur situation", a-t-il encore dit. **Abir N.**

Brèves

COUR D'ALGER

Tliba met en cause les enfants de Gaid Salah

L'ex-député et vice-président de l'APN, Baha Eddine Tliba, actuellement en prison, a déposé, par le biais de ses avocats, une requête de dénonciation auprès du procureur général près la Cour d'Alger contre les fils du défunt chef d'Etat-major de l'ANP, Ahmed Gaid Salah, rapporte hier des sources médiatiques. Les personnes citées dans la requête datée du 20 décembre, les quatre fils de Ahmed Gaid Salah : Mourad, Boumediene, Hichem, Adel ainsi que leur beau-frère A. Abdelmalek. Dans le document, Tliba s'est présenté comme parlementaire et ancien vice-président de l'APN, élu pour la wilaya d'Annaba. Il dit détenir des informations sur « des faits qui pourraient constituer des crimes de corruption ». « Un groupe de personnes a fait main basse sur les rouages de l'administration à l'échelle nationale afin de servir leurs intérêts », a-t-il dénoncé. « Même s'il est en prison, notre mandant s'est mis au service de la justice à l'ère de la nouvelle Algérie pour dénoncer les malversations et la richesse d'origine douteuse d'un groupe composé des membres d'une même famille. Eu égard de son statut, il détient des preuves irréfutables et vérifiables sur les pratiques de ce réseau qu'il compte mettre à la disposition de la justice », a indiqué Me Amrani Chemeddine, membre du collectif d'avocats de Tliba, rapporte le quotidien El Watan. Le 6 décembre, Baha Eddine Tliba a été condamné en appel à 7 ans de prison ferme par la Cour d'Alger. Il est poursuivi dans l'affaire de l'achat de sièges de députés impliquant les enfants de l'ex-secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbas. **R.N.**

ALGÉRIE-TURQUIE

Tebboune reçoit un appel téléphonique de Recep Tayyip Erdogan

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier un appel téléphonique de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé et lui a souhaité un "bon retour dans son pays", indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu aujourd'hui un appel téléphonique de son frère le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, qui a pris des nouvelles sur son état de santé et lui a souhaité un bon retour dans son pays", précise le communiqué. A cette occasion, le président turc a assuré avoir "suivi avec intérêt l'allocation adressée par le président de la République au peuple algérien" et s'est "félicité du rétablissement de M. le Président", soulignant "la disponibilité de son pays à accompagner l'Algérie dans le projet du Président pour l'édification de la nouvelle Algérie", conclut la même source. **R.N.**

COVID-19

25 000 Algériens souhaitent regagner le pays

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a fait savoir que le nombre d'Algériens bloqués à l'étranger et souhaitant regagner le pays, "augmente de jour en jour", atteignant actuellement "25 000 personnes". "Le nombre d'Algériens souhaitant regagner le pays augmente de jour en jour atteignant actuellement 25 000 personnes", a fait savoir M. Beldjoud qui répondait aux préoccupations des membres de la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'un exposé dans le cadre de l'examen du projet de loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2018, indique un communiqué de l'Assemblée. "La compagnie aé-

rienne nationale, Air Algérie, déploie de grands efforts pour mener à bien l'opération, en dépit des difficultés rencontrées, notamment avec la fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays, ce qui requiert l'obtention d'autorisations exceptionnelles", a-t-il expliqué. Air Algérie a programmé 24 vols pour rapatrier les ressortissants algériens bloqués à l'étranger et des voyageurs souhaitant rentrer pour des motifs exceptionnels. Ce programme concerne sept (7) pays à travers le monde et prévus durant la période allant du 4 au 19 décembre 2020. Pour ce faire, Air Algérie a fixé cinq conditions, à savoir être détenteur d'un passeport algérien, être inscrit auprès des représentations consulaires algériennes à l'étranger et avoir un billet

Air Algérie confirmé sur les vols de rapatriement. S'agissant des conditions d'ordre sanitaire, les ressortissants algériens bloqués à l'étranger devront être détenteurs d'une attestation de test PCR négatif effectué au moins 72 heures avant le vol. Ils sont également tenus de renseigner une fiche d'identification sanitaire. Il s'agit d'une attestation que les voyageurs doivent remettre au contrôle sanitaire aux frontières de l'aéroport algérien de débarquement. Pour rappel, "plus de 35 000" Algériens bloqués à l'étranger ont été rapatriés par Air Algérie, depuis le début de l'opération en mars dernier, avait indiqué le Conseiller du Directeur général du P-dg de la Compagnie aérienne, Mohamed Charef. **R.N.**

HYDROCARBURES

Recul de la production de l'Algérie à hauteur de 8% en 2020

La production nationale d'hydrocarbures devrait enregistrer, la fin de l'année en cours, une baisse de 8% par rapport à 2019 en se stabilisant autour de 143 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), a indiqué samedi le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar.

Les chiffres de 2020 font ressortir un recul de la quasi totalité des indicateurs du fait des répercussions de la pandémie de Coronavirus, qui a fortement impacté l'activité économique nationale, a précisé M. Attar devant la Commission des Finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de Règlement budgétaire 2018. Lors de cette séance présidée par le président de la Commission, Ahmed Zeghdar, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar et nombre de cadres du secteur, le ministre a fait savoir que les exportations en hydrocarbures devront atteindre, à la fin du mois en cours, quelque 82 millions TEP, soit 22 milliards Usd. Les produits pétrochimiques enregistreront, quant à eux, une baisse de 33% par rapport à 2019, où ils avaient atteint 33 milliards Usd, a-t-il ajouté. Les recettes prévisionnelles de la fiscalité pétrolière devront atteindre 1850 milliards Da, soit un recul de 33% par rapport à l'année dernière, soit 132% de la valeur de la fiscalité pétrolière prévue dans la LFC 2020 (1 395 milliards Da).

Selon le ministre, le secteur de l'Énergie enregistrera une baisse de la consommation locale à hauteur de 60 millions tonnes TEP, tirée par un recul de la demande sur les produits pétroliers et le gaz compte tenu des mesures arrêtées par le Gouvernement pour endiguer la propagation du Coronavirus. M. Attar a fait état, par ailleurs, de la décision du secteur de réduire ses importations en essence et en mazout conséquemment à la baisse de la demande sur les produits pétroliers et la saturation des capacités de stockage. Ainsi, les importations en produits pétroliers devront s'établir, fin 2020, à quelque 700 millions Usd, contre plus d'un (1) milliard Usd en 2019. Afin de réduire les importations à court terme, la Sonatrach a mis en application un programme visant à améliorer la performance des raffineries afin de hisser les capacités de production de l'essence. Le ministre a évoqué une série de mesures visant la rationalisation de la consommation est prévue dans la Loi de finances 2021 à travers la proposition d'une taxe sur la consommation des carburants pour les véhicules sortant des frontières du pays. A noter que les stations de pompage d'eau par canalisation In Salah-Tamanrasset, fonctionnant actuellement avec du mazout, devront être raccordées au gaz naturel.

Dans le cadre des projets nationaux de raccordement à l'électricité et l'approvisionnement en gaz, le secteur prévoit, durant le quinquennat 2020-2024, le raccordement de quelque 140 000 ménages à l'électricité et 370 000 autres au gaz. Les programmes financés par l'Etat ont permis le raccordement au gaz d'environ 2,3 millions de ménages et à l'électricité de quelque 400 000 foyers, pour une enveloppe de 600 milliards Da. Concernant les projets de raccordement réalisés dans les zones d'ombre au profit des investisseurs agricoles, M. Attar a évoqué le raccordement de 527



projets à l'électricité et de 348 autres au gaz. La réalisation de ce programme demeure tributaire de la disponibilité des ressources financières nécessaires et requière que soient relevés les défis relatifs à l'absence de voies d'accès aux sites des projets et des passages pour les lignes électriques, dira le ministre qui a cité, en outre, la lenteur des procédures liées à la passation des marchés publics.

Baisse des exportations OPEP+ du fait de l'accord OPEP+

Concernant l'exercice 2018, le ministre a indiqué qu'il a connu une baisse dans le volume des exportations en hydrocarbures, à hauteur de 101,4 millions TEP, contre 108,8 millions en 2017, soit un recul de 7%.

Ce recul s'explique, selon le ministre, par le respect des décisions de l'Opep relatives à la réduction de la production, ainsi que par une baisse de la demande des pays européens sur le gaz naturel. En dépit de cette baisse quantitative, les recettes ont enregistré une hausse de 17,6%, passant ainsi de 33,2 milliards Usd en 2017 à 39 milliards Usd en 2018 consécutivement à la hausse du prix moyen de l'or noir, passant de 59,3 Usd/baril en

2017 à 71,3 Usd en 2018. Par ailleurs, les importations des produits pétroliers ont reculé de 73,3 % par rapport à l'année 2017. Ainsi, la facture des importations a baissé de 1,8 milliards Usd en 2017 à 500 milliards Usd en 2018.

Lors de son exposé sur la Loi portant Règlement budgétaire de l'exercice 2018, le ministre a indiqué que le budget de fonctionnement du ministère en 2018 était d'environ 50,8 mds Da, dont 98 % ont été consommés soulignant que 87 % était destinés à la subvention du dessalement de l'eau de mer, à hauteur de 44 mds Da. Comparativement au budget de fonctionnement 2017, celui de 2018 a connu une hausse de 7% suite à l'augmentation des dotations destinées à la subvention du prix du dessalement de l'eau de mer.

Pour ce qui est du budget d'équipement, 57,5 mds de Da ont été consommés par le Fonds national de soutien à l'investissement et l'électrification et la distribution publique du gaz et 635 millions de Da du total des dotations affectées ont été consommés par le Fonds national de soutien aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Près de 10 mds de Da ont été consommés en vue de poursuivre la réalisation des infrastructures de la Ville nouvelle de Hassi Messaoud et plus de 95

millions de Da pour le raccordement de la zone industrielle Sidi Khettab (w.Relizane).

Prenant la parole, les députés ont posé plusieurs questions ayant trait à la politique des deux compagnies Sonelgaz et Sonatrach, en matière d'investissement étranger et la consolidation du rôle du secteur dans la création de richesse, notamment par le recours aux énergies renouvelables et leur promotion en faveur des populations du Sud.

Des députés membres de la Commission ont également abordé le dessalement de l'eau de mer et la problématique de la non-réalisation de stations suffisantes dans le Sud. D'autres députés ont plaidé pour l'établissement de passerelles entre l'Université et le secteur, notamment au vu du nombre des diplômés spécialisés en énergies renouvelables confrontés au chômage.

Des députés se sont interrogés sur le temps nécessaire aux Groupes Sonatrach et Sonelgaz pour surpasser le déficit enregistré dans leurs budgets respectifs, d'autant plus que des sommes considérables ont été mobilisées pour combler ce déficit depuis 2018. Ils ont par ailleurs mis en avant la nécessité de réfléchir au raffinage du pétrole dans le pays.

APS

CHEMS EDDINE CHITOUR (MINISTRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE)

Des bus hybrides prochainement mis en circulation

Des prototypes de bus de transport urbain convertis du diesel vers l'énergie hybride diesel-GPLc seront prochainement mis en circulation à titre expérimental, a indiqué hier à Alger, le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour.

Dans une déclaration à l'APS en marge d'une réunion de travail entre le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables et le ministre des Mines, Mohamed Arkab, M. Chitour a fait savoir que des prototypes de bus de transport convertis du diesel vers une locomotion hybride diesel-GPLc sillonne-

ront bientôt la capitale dans le cadre d'un projet de réduction de la consommation de gasoil de 30 à 40 % par véhicule.

Selon M. Chitour, ce projet a eu l'aval provisoire du ministère des Mines pour étudier la faisabilité de ce nouveau type de bus précisant que les essais seront menés pendant deux mois, en attendant de mettre en place les textes législatifs devant encadrer cette première expérience en Algérie. Ainsi, des prototypes de bus de l'établissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) roulant au GPLc, grâce à la collaboration de Naftal et de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de

l'utilisation de l'énergie (APRUE), sillonneront la capitale.

"Cette expérience doit permettre également de réduire l'importation de diesel, sachant qu'une tonne de diesel représente l'équivalent de 800 dollars. Nous gagnerons du point de vue économique et nous réduirons le niveau de pollution", a souligné le ministre de la Transition écologique, précisant que les kit GPLc dédiés aux véhicules diesel ont été importés de Pologne. "Notre ambition est de faire en sorte que ce qu'on a réussi avec le GPLc et l'essence, nous voulons l'appliquer au GPLc avec le diesel", a-t-il également précisé.

En cas de succès, cette opération sera

généralisée à l'ensemble des bus de transport public et à un certain nombre de poids-lourds à travers le pays, a fait savoir en outre, M. Chitour. Au cours de cette réunion, les deux ministres ont été évoqués aussi la possibilité de développement de la locomotion au GNc et à l'énergie électrique. Pour sa part, M. Arkab a indiqué que son département travaille sur le contrôle réglementaire avec l'appui des ingénieurs des mines afin de permettre à l'utilisation de ces sources d'énergie (GNL, GNc et électrique) d'être sécurisée et conforme aux normes.

Par ailleurs, le ministre des Mines a déclaré qu'un second volet de la réu-

nion tenue avec le ministre de la Transition énergétique avait été consacré à la production des substances minérales destinée au marché national notamment au profit du secteur du renouvelable et de la transition énergétique. "Il s'agit de pouvoir s'orienter vers l'industrie de fabrication de composants entrant dans les activités liées aux énergies renouvelables tels que le lithium et le sable siliceux", a souligné M. Arkab, rappelant que son département a lancé récemment un "important" programme de prospection et de production minière englobant 26 projets de recherche répartis sur 17 wilayas du pays.

R.N

SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN ALGÉRIE

43 milliards de dollars d'investissement attendus en 2020-2024

Les investissements énergétiques de l'Algérie devraient totaliser 43,1 milliards de dollars en 2020-2024, ce qui la placera en 6e position du classement des pays membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), selon une étude de l'organisation sur les premières répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie.



Il ressort de l'étude, réalisée sur la base des données de la Société arabe des investissements pétroliers (APICORP) et publiée sur le site Internet de l'OPAEP, que "les investissements dans les projets énergétiques dans les Etats membres de l'OPAEP au cours de la période 2020-2024 totaliseront 592 milliards de dollars, dont 246,5 milliards de dollars d'investissements engagés et 344,9 milliards de dollars d'investissement prévus". Les Etats membres ont été impactés, comme tous les pays du monde par la pandémie de Covid-19, dont les profondes répercussions resteront palpables pendant longtemps dans tous les aspects de la vie et notamment dans le secteur de l'énergie, a indiqué l'OPAEP, expliquant que la pandémie impactera les investissements énergétiques dans le monde et dans les Etats membres. En termes de répartition du volume des investissements dans les projets énergétiques dans les Etats membres, l'OPAEP a précisé, dans son étude, que l'Arabie saoudite représentait le plus grand investisseur dans le domaine de l'énergie avec des investissements qui devraient totaliser durant la période considérée (2020-2024) 129,8 milliards de dol-

lars, dont 55,1 milliards de dollars au titre des projets engagés et 74,7 milliards de dollars au titre des projets prévus. Les Emirats arabes unis (EAU) arrivent en deuxième position avec un total d'investissements de 117,5 milliards de dollars, dont 50,9 milliards de dollars au titre des projets engagés et 66,6 milliards de dollars au titre des projets prévus. De son côté, l'Egypte arrive en troisième position avec un total d'investissements de 100,2 milliards USD, suivie par l'Irak (93,2 milliards USD), le Qatar (43,8 milliards USD), l'Algérie (43,1 milliards USD), puis le Koweït (40,2 milliards USD), Bahreïn (11,1 milliards USD) et la Libye (9,7 milliards USD), en sus de la Tunisie (3,4 milliards USD). S'agissant des investissements par secteurs énergétiques, l'organisation indique que l'industrie pétrolière occupe la première place avec des investissements s'élevant à 189 milliards USD, soit 31,9 % du total d'investissements énergétiques dans les pays de l'OPAEP. Le secteur de l'électricité arrive en deuxième position avec un total d'investissements de 185,2 milliards USD, suivie par l'industrie du gaz (137,7

milliards USD), puis l'industrie chimique (78,7 milliards USD). Quant à l'industrie pétrolière, l'Irak a occupé la première place avec un total d'investissements de 59,6 milliards USD, puis les EAU (45,7 milliards USD), l'Arabie saoudite (31,3 milliards USD), l'Algérie (15,8 milliards USD), et le Qatar (10,6 milliards USD). Pour les investissements dans le secteur de l'électricité, l'Arabie saoudite vient en tête avec un total de 41,1 milliards USD, puis les EAU (40,8 milliards USD), l'Egypte (38,8 milliards USD) et le Koweït (20,7 milliards USD), suivi de l'Algérie (17,8 milliards USD) et l'Irak (14 milliards USD). Concernant les prévisions d'investissement dans le secteur gazier au Moyen-Orient et Nord de l'Afrique (2020-2024), l'OPAEP a précisé que le dernier rapport de l'APICORP fait état d'une stabilité en 2020 par rapport à 2019. Une stabilité enregistrée, ajoute le rapport, en dépit de la baisse de la demande mondiale sur le gaz de plus de 4%/an, contrairement à 2019 où les décisions d'investissement dans les projets GPL ont battu des records.

R.E

EN PRÉVISION DU SOMMET DE L'OPEP+ EN JANVIER

Ryad et Moscou affichent leur unité

Les ministres saoudien et russe de l'Energie ont affiché leur unité samedi lors d'une réunion bipartite avant le sommet en janvier de l'Opep+ et après une année marquée par des divergences sur les coupes de production de pétrole face à la chute des prix. Au début du mois, les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs partenaires, dont la Russie, ont décidé, à l'issue d'âpres négociations, de limiter à 500 000 barils par jour l'augmentation de leur production en janvier, contre près de 2 millions initialement « La charte de coopération de

l'OPEP+ nous a rassemblés et a apporté de bons résultats (...) C'est pour cette raison qu'elle doit continuer. » a déclaré le ministre de l'Energie saoudien, Abdelaziz ben Salmane, lors d'une conférence de presse diffusée par la chaîne d'Etat Al-Ekhbariya. « Nous avons confirmé une nouvelle fois notre loyauté envers les accords en vigueur aujourd'hui, » a dit le vice-Premier ministre russe, Alexandre Novak, chargé du secteur énergétique. « Nous envisageons de travailler ensemble afin d'aboutir à un équilibre de la situation sur le marché », a-t-il ajouté. L'OPEP+ tiendra virtuellement

sa 13e conférence ministérielle le 4 janvier tandis que Ryad et Moscou se réuniront autour d'un comité de coopération bilatérale en mars. Le ministre saoudien de l'Energie a dit espérer que cette réunion se tiendrait « en personne », alors que son pays vient de lancer une vaste campagne de vaccination contre le Covid-19. Les membres de l'OPEP+ se sont mis d'accord le 3 décembre pour remettre « progressivement » sur le marché quelque 2 millions de barils par jour en début d'année prochaine, en commençant par 500 000 barils en janvier.

En début d'année, une véritable guerre des prix avait opposé l'Arabie saoudite à la Russie, respectivement troisième et deuxième producteurs de pétrole, dans un marché miné par la pandémie. Face au refus de Moscou de réduire davantage la production mondiale dans la lignée des coupes consenties par le cartel et ses partenaires depuis 2018, Ryad avait brutalement augmenté la sienne, faisant dégringoler les prix pour atteindre un plus bas en près de deux décennies. Un accord avait finalement été trouvé au sein de l'OPEP+.

Afp

Brèves

AFRIQUE

La capacité de raffinage devrait passer à 5,7 millions de baril/j en 2024

La capacité totale de raffinage en Afrique devrait passer à 5,7 millions barils jours (mbj) en 2024, portée par quelques pays du continent, dont l'Algérie, selon un rapport récent publié par GlobalData. "La capacité totale de raffinage de l'Afrique est passée de 3,498 mbj en 2014 à 3,712 mbj en 2019 en 2019 6 millions. Elle devrait passer à 5,766 mbj en 2024", précise la compagnie britannique d'analyse des performances de l'économie mondiale (GlobalData). Intitulé "Perspectives de l'industrie du raffinage en Afrique à l'horizon 2024", le rapport indique que le Nigéria, l'Algérie, l'Egypte, l'Afrique du Sud, et la Libye sont les principaux pays d'Afrique possédant des capacités de raffinage. Ces pays représentent plus de 78,3% de la capacité totale de raffinage de la région en 2019, selon la même source.

R.E

LA CHINE

Nouveau protocole de contrôle des investissements étrangers

La Chine a publié samedi un nouveau protocole de contrôle des investissements étrangers pour des raisons de sécurité nationale, mais assure qu'il ne s'agit pas de mesures protectionnistes. Ces nouvelles règles, présentées par la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), s'appliquent aux investissements ciblant les secteurs militaires et aux prises de participations majoritaires dans des secteurs clés comme l'énergie, les ressources naturelles, l'agriculture, les infrastructures internet ou encore les services financiers. "Ce n'est qu'en étant plus offensif pour prévenir les risques liés à la sécurité que la Chine pourra construire des fondations solides nécessaires à une ouverture plus large sur l'extérieur", a dit la Commission. Ces nouvelles mesures font écho aux pratiques internationales actuelles et doivent permettre de protéger les intérêts nationaux, au moment d'ouvrir davantage le marché, précise le NDRC. Ces annonces interviennent alors que le président des Etats-Unis, Donald Trump, alimente, dans les dernières semaines de son mandat, les tensions avec la Chine, en faisant ajouter des dizaines d'entreprises chinoises à la liste noire du département américain de la Défense. Publier ces règles sur l'investissement ne constitue pas une forme de protectionnisme, ou un retour en arrière sur les politiques d'ouverture du pays, a dit le NDRC en précisant qu'une "ouverture du marché sans protection n'était pas tenable sur le long terme". Des pays, comme les Etats-Unis, l'Australie, l'Allemagne, le Japon ou même l'Union européenne, ont mis en place ou révisé leurs mécanismes d'autorisation des investissements étrangers dans les dernières années, a ajouté la commission. Une agence chargée de veiller aux intérêts nationaux, placée sous l'autorité du NDRC et du ministère du Commerce, sera mise en place pour faire appliquer ces nouvelles règles. Ces mesures, qui devraient entrer en vigueur dans 30 jours, font suite à l'adoption d'une loi l'année dernière visant à ouvrir davantage le marché aux investissements étrangers.

Reuters



ORAN

Plantation de 4 ha d'arbres forestiers à Gdyel

Une opération de reboisement de 4 hectares s'est déroulée samedi à Oued Tedlou à la forêt de Tafrent dans la commune de Gdyel (Oran), dans le cadre du programme de réhabilitation du patrimoine forestier, a-t-on appris du chef de la circonscription des forêts d'Arzew.

Karim Noureddine a déclaré que cette opération, encadrée par la conservation des forêts de la wilaya d'Oran et sa circonscription d'Arzew, vise la plantation de 4.000 arbres dans la région "Oued Ted-

lou". Ce site de reboisement est situé en dehors de la zone touchée par un incendie à la forêt de Tafrenet le 6 novembre dernier et laissée pour une période de trois ans avant de régénérer son couvert végétal, a souligné M. Kaim.

A Présent, 2.500 arbres de pin d'Alep ont été plantés sur une superficie de deux hectares et demi et 1 500 arbres de cyprès sur 1,5 ha, en collaboration avec l'association d'ornithologie et protection des animaux et de l'environnement et la fédération de wilaya des chasseurs ainsi que les services

de la daïra de Gdyel. Cette opération, à laquelle ont assisté des acteurs de la société civile, est la deuxième du genre au niveau de la circonscription d'Arzew où le 6 décembre en cours a eu lieu la plantation de 4300 arbres au niveau du Djebel K'har (Montagne des lions) dans la commune de Hassi Benokba.

Elle est la 5e du genre dans la wilaya depuis le lancement de la campagne de reboisement au niveau des forêts d'Oran depuis un mois et qui se poursuivra jusqu'à mars prochain.

RELIZANE

Sauvetage d'un zérzi dans les forêts de Zemmoura

Des agents forestiers ont sauvé au niveau de la forêt de "El Amamra" dans le territoire de Zemmoura (20 km au sud de Relizane) un zérzi (mangouste), une espèce animale menacée de disparition, a-t-on appris samedi auprès de la conservation des forêts. Cet animal rare a été découvert jeudi soir dans la zone de Dersa, située dans la forêt d'El-Amamra de Zemmoura, lors d'une patrouille de routine des agents des forêts sur le site en question, a indiqué à l'APS le chef de la circonscription des forêts de Zemmoura, Mohamed Ghermoul. Le zérzi découvert, de sexe féminin, blessé au niveau des pattes après avoir été victime d'un piège traditionnel, a été pris en charge pour les soins nécessaires, avant de le relâcher dans son milieu naturel, a indiqué M. Ghermoul, soulignant que la mangouste est classée dans la catégorie des animaux non domestiques protégés en vertu du décret exécutif 12-235 du 24 mai 2012.

Le zérzi est un mammifère carnivore, agile, vif, mince et allongé, à queue presque aussi longue que le corps. Il se nourrit d'insectes, de rongeurs, d'amphibiens, de reptiles et d'œufs. Cet animal est chassé la nuit par des chasseurs ou des aviculteurs pour l'empêcher de se nourrir d'œufs ou de poussins, a détaillé la même source.

COVID-19
À AÏN DEFLA

Plus de 3.700 infractions aux mesures préventives en une semaine

Les services de sécurité de Aïn Defla ont recensé du 10 au 17 du mois en cours 3.757 infractions aux règles préventives liées à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris samedi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les infractions en question ont trait au regroupement des personnes et au non-respect de la distanciation physique (1.217), à la non désinfection des locaux commerciaux (60), à l'absence de bandes de marquage au sol au niveau des locaux commerciaux (19) et au non port du masque de protection buccale (2.461), a-t-on précisé. Parallèlement à ces actions, les services de police poursuivent leur campagne de sensibilisation sur les risques encourus du fait de la pandémie du nouveau coronavirus, réitérant leur appel aux citoyens à faire preuve d'esprit collectif en observant scrupuleusement les mesures préventives à même de permettre d'endiguer cette pandémie, a-t-on souligné.

Afin de lutter contre la pandémie de manière efficiente, notamment au niveau des lieux publics, locaux commerciaux, marchés et moyens de transport, les services de police poursuivent strictement la sanction des contrevenants aux mesures du protocole sanitaire édicté par les pouvoirs publics, rappelle-t-on de même source.

CONSTANTINE (UNIVERSITÉ DES SCIENCES ISLAMIQUES)

Nouvelle filière et ouverture de 60 postes de doctorat

Soixante (60) postes de doctorat seront ouverts à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine au titre de la saison universitaire 2020-2021 avec l'introduction d'une nouvelle filière, à savoir celle des "sciences de gestion", a-t-on appris samedi auprès de cet établissement d'enseignement supérieur.



Ces postes pédagogiques liés à la formation en phase doctorale du troisième cycle du système LMD (Licence-Master-Doctorat) sont prévus dans 8 filières et répartis sur 20 spécialités, a déclaré à l'APS la responsable de communication de cette université, Asma Aliouche, précisant que l'accès à cette filière s'effectuera sur la base d'un concours dont la date sera déterminée prochainement.

Les postes de formation doctorale prévus cette saison, répartis sur 30 postes consacrés au domaine de la Chariâ et l'économie, seront ventilés sur 10 spécialités, tandis que 9 postes seront réservés à la filière des sciences de la gestion consacrée à la gestion du système de la finance islamique, la gestion des institutions de la Zakat et la gestion des biens wakfs, a-t-on expliqué. La même source a ajouté égale-

ment que 12 postes de doctorat ont été affectés à la filière des lettres et la civilisation islamique qui ouvre droit aux spécialités des sciences humaines et sociales, la langue et la littérature arabes. Pour rappel, 2.587 étudiants se sont inscrits à l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader de Constantine au titre de cette nouvelle saison universitaire, dont 710 nouveaux bacheliers orientés vers les différentes spécia-

lités proposés par cet établissement d'enseignement supérieur. A signaler que le mode d'enseignement à distance, appliqué depuis le 1er décembre dernier, a été renforcé par des cours dispensés en présentiel, et ce en application du plan de la tutelle relatif au respect du protocole sanitaire de prévention contre le nouveau coronavirus en vue de s'assurer de la réussite de cette nouvelle saison universitaire.

CONSTANTINE

300 pins d'Alep mis en terre à Ain Smara

Plus de 300 pins d'Alep ont été mis en terre, samedi, près de la retenue collinaire Berla de Ain Smara (wilaya de Constantine), à l'initiative de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO), a-t-on appris auprès des services de cet établissement public.

L'opération est inscrite dans le cadre des instructions et des orientations du ministère des Ressources en eau visant la participation au programme national de reboisement destiné à la récupération des terres incendiées durant la saison chaude précédente, a précisé à l'APS la chargée de la communication de cette Société, Ouassila Benchaoui.

Cette opération qui a été organisée avec la collaboration des services de la direction locale des ressources en eau, de la Chambre d'agriculture et de la Conservation des forêts vise également à rattraper le déficit en espaces boisés sur le territoire de la wilaya, a relevé la même responsable. L'opération est destinée notamment à protéger l'environnement, à freiner le phénomène d'érosion du sol et à renforcer le couvert végétal, a fait savoir la même source, soulignant qu'une centaine d'agents



ont été mobilisés par les services de la SEACO afin d'assurer le bon déroulement de cette action. Des actions similaires réalisées ces derniers mois au titre de ce programme par les services de la Conservation des forêts, ont permis la plantation de plus de 3 000 arbustes à travers divers sites forestiers de la wilaya, a indiqué de son côté le responsable de la communication de cette institution, Ali Zegrour.

Des centaines d'arbustes, dont des arbres d'ornement, seront plantés aussi dans les espaces relevant des infrastructures de la sûreté de wilaya, de la gendarmerie nationale, des Douanes et de la Protection civile dans le cadre de cette même campagne, a-t-il ajouté. La wilaya de Constantine dispose d'une surface forestière de près de 28 074 hectares, soit 12 % de sa superficie globale, a-t-on signalé.

ILLIZI /CHAMBRE D'AGRICULTURE 1620 cartes magnétiques remises aux agriculteurs en 5 ans

Pas moins de 1.620 cartes professionnelles magnétiques ont été délivrées durant les cinq dernières années au profit des agriculteurs de la wilaya d'Illizi, dont 68 cartes ont été remises en 2020, a-t-on appris samedi auprès des services de la chambre d'agriculture (CA).



Lancée depuis 2015 dans le cadre de la modernisation du secteur de l'agriculture par la substitution de l'ancien procédé, cette nouvelle carte magnétique renouvelable, contient les différentes coordonnées concernant son détenteur, dont la vocation et la nature de son activité agricole, a précisé le secrétaire général de la chambre d'agriculture, Kamel Raki. Cette nouvelle pièce magnétique permettra aux agriculteurs et éleveurs de bénéficier des

divers programmes de soutien prônés par le ministère de l'agriculture et du développement rural, dont l'approvisionnement en orge pour les éleveurs, les semences et les intrants agricoles, les pépinières, la formation et la vulgarisation agricole au niveau des instituts spécialisés, en sus de l'accompagnement et le suivi permanent par les services agricoles durant la saison agricole, a expliqué le même responsable. La chambre d'agriculture de la wilaya d'Illizi

a, dans l'optique de vulgariser cette carte et ses intérêts, mené, en coordination avec des experts et agronomes, diverses activités de sensibilisation en milieu des agriculteurs leur incitant de tirer profit des avantages et facilités y retenues susceptibles de promouvoir leurs activités agricoles. La wilaya d'Illizi compte 4.692 agriculteurs, versés dans différents segments cultureaux d'élevage, selon les statistiques de la chambre.

TIZI-OUZOU Réunion entre le wali et les propriétaires de minoteries

Une réunion de concertation sera organisée courant de cette semaine entre le wali de Tizi-Ouzou et les propriétaires de minoteries afin de discuter des difficultés rencontrées, a-t-on appris samedi du président de la Chambre locale de commerce, Lakhdar Madjene. La première réunion tenue la semaine dernière a regroupé la Chambre locale de commerce, des représentants des minoteries de Tizi-Ouzou et le wali durant laquelle ont été exposées "les difficultés rencontrées par les minoteries avec certains services de la wilaya" à savoir, les impôts, l'agriculture et le commerce. Et c'est lors de cette rencontre qu'il a été décidé de tenir cette semaine "une autre rencontre avec les trois services pour essayer d'aplanir ces difficultés et permettre à ces unités industrielles de produire davantage", a indiqué la même source. Parmi ces difficultés M. Madjene cite "l'approvisionnement de ces minoteries à hauteur de 40% seulement de leur quota en blé, ainsi que leur soumission à certaines taxes, TVA et TAP (Taxe sur l'activité professionnelle), dont elles sont exonérées par la réglementation en vigueur". A ce propos, a-t-il souligné, "certaines de ces minoteries ont déjà fait l'objet de redressement fiscal alors qu'elles n'ont jamais été avisées quant à leur assujettissement au paiement de ces taxes". La wilaya de Tizi-Ouzou compte une dizaine de minoteries à savoir neuf (9) unités privées et une seule relevant du secteur publique.

SOUK AHRAS Repas chauds et couvertures au profit des familles nécessiteuses

À au moins 100 familles dans le besoin et 30 personnes sans-abri de la commune de Souk Ahras ont bénéficié de repas chauds et de couvertures lors de la campagne de solidarité "un hiver chaud" lancée par l'association nationale de volontariat, a indiqué samedi le président de son bureau local Sofiane Ouadia. Lancée début décembre, l'initiative qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'hiver porte sur la distribution de repas chauds aux sans-abris au niveau de l'avenue Frères Bouras, à la cité Berral Salah et à proximité de la 1ère sûreté urbaine dans la commune de Souk Ahras, a assuré la même source. Des dons en nature, constitués de denrées, couvertures, matelas et effets vestimentaires ont été octroyés à l'association par des bienfaiteurs, a ajouté M. Ouadia, soulignant que l'objectif de l'opération est de toucher 500 familles démunies et 100 sans-abri à travers les zones d'ombre de la wilaya. Dans la commune de Souk Ahras, l'initiative a concerné, à ce jour, 100 familles démunies des zones d'ombre dont certaines résident dans les mechtas Bouira et la cité du stade Sayouda, a fait savoir la même source.

EL BAYADH

Raccordement de 28 localités au réseau de fibre optique

Une opération de raccordement de 28 localités dont des zones d'ombre au réseau de fibre optique a été achevée dernièrement, a-t-on appris du directeur de wilaya de la poste et des télécommunications. Cette opération a ciblé différentes communes dans la wilaya, notamment les localités et zones de Bouslah, Menidjel, Oum Djrabia, Benhadjam, El Khidr, El Maghsel, Dir Hassiane, El Faraa, Gouira Lahbar et autres raccordées à ce réseau, a indiqué Chiheddine Meyah. L'entreprise "Algérie Télécom" œuvre, à travers cette opération, à fournir des services de téléphonie fixe et internet en assurant un haut débit à différentes régions de la wilaya dont les zones d'ombre, a-t-on souligné.



Le réseau de fibre optique a atteint, à El Byadah, une longueur cette année de 1.638 kilomètres. Trois paraboles de 4G ont été mises en place dernièrement

dans les communes d'El Ghasoul, Brizina et Kef Lahmar, soit un total de 24 paraboles dans le cadre du raccordement des cités d'habitation au réseau de télé-

phonie et internet à haut débit. Pour sa part, l'opérateur public de téléphonie mobile "Mobilis" a mis en service dernièrement deux stations satellites de communication sur l'axe de la route nationale (RN 118) reliant les communes de El Bnouid (El Bayadh) et zaouiet Debagh (Adrar) sur 300 km. Cinq autres stations similaires des télécommunications de cet opérateur public sont en cours d'installation à Gouira Lahbar, El Faraa dans la commune de Brizina, Boughara (commune de Cheguig), Toualil (commune de Kerakda) et une à Bougtob. L'opérateur de téléphonie mobile Djazzy a mis en place aussi une station au niveau de la nouvelle ville du chef-lieu de wilaya, a-t-on ajouté.



FOOT / CLASSEMENT MONDIAL FIFA (DAMES)

L'Algérie termine l'année à la 79e place



La sélection algérienne féminine de football a terminé l'année 2020 à la 79e place (+6) au classement de la Fédération internationale (Fifa), dont l'édition du mois de décembre vient d'être dévoilée par l'instance mondiale.

Au niveau africain dominé par le Nigeria, 37e mondial (+1), les Algériennes pointent au 9e rang, derrière le Cameroun 51e (inchangé), l'Afrique du Sud 53e (inchangé), le Ghana 58e (+2), la Côte d'Ivoire 61e (+2), la Tunisie 74e (+4), le Maroc 77e (+4) et le Mali 78e (+5).

Les Algériennes font mieux qu'en 2019, quand elles

avaient terminé l'année à la 84e place. La dernière apparition des joueuses du sélectionneur national Madjid Taleb remonte à février dernier. Les coéquipières de Zineb Kendoussi avaient terminé à la 4e place au classement du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), disputé en Tunisie. En haut de la hiérarchie, les Etats-Unis bouclent l'année en tête, avec un total de points (2192) qui n'avait plus été aussi élevé depuis six ans (juin 2014). Les championnes du monde devancent toujours l'Allemagne (2e) et la France (3e). La progression la plus significative en termes de

points (+37) est à mettre à l'actif de Malte qui, grâce notamment à des victoires à l'extérieur, gagne 16 places. Les insulaires sont positionnées à une 85e place qu'elles n'avaient plus occupée depuis trois ans.

Par ailleurs, sept équipes finissent 2020 à un classement qu'elles n'ont jamais atteint auparavant : la Slovénie (48e), l'Irlande du Nord (49e), Fidji (64e), les Philippines (65e), Cuba (81e), la Gambie (104e) et les Comores (139e).

La prochaine édition du classement mondial féminin sera publiée le 26 mars 2021.

Brèves

ITALIE

La Fiorentina continue à faire du surplace

La Fiorentina continue son surplace dans le dernier quart du classement du Championnat d'Italie avec un nouveau match nul concédé à domicile face au Hellas Vérone (1-1) samedi en ouverture de la 13e journée. Cette rencontre nerveuse et fermée s'est résumée à une histoire de penalties, généreusement accordés en début de match. A Vérone tout d'abord, transformé par Miguel Veloso (8e) après plus de cinq minutes de visionnage des images par la VAR. A la Viola ensuite, converti par Dusan Vlahovic (19e). Ce nul ne fait pas les affaires de Franck Ribéry et les siens, coincés à la 17e place du classement et incapables de gagner un match en championnat depuis bientôt deux mois, soit huit matches consécutifs sans victoire. Le changement sur le banc, avec le rappel de Cesare Prandelli le 9 novembre, n'a pas inversé la tendance. L'entraîneur des belles années de la Viola (entre 2005 et 2010) attend toujours une première victoire en Serie A après six matches (3 nuls, 3 défaites). Son seul succès a été acquis en Coupe d'Italie le 25 novembre contre l'Udinese (1-0).

ALLEMAGNE

Marcus Thuram risque une longue suspension

L'international français du Borussia Mönchengladbach, Marcus Thuram, a écopé d'un carton rouge samedi après avoir craché au visage d'un adversaire, lors de la défaite de son club face à Hoffenheim en Championnat d'Allemagne (2-1), et risque une longue suspension. Thuram a été exclu du terrain après un recours à l'arbitrage vidéo (VAR) montrant le joueur crachant au visage d'un défenseur d'Hoffenheim, Stefan Posch, à 11 minutes de la fin du match, après qu'Andrej Kramaric avait égalisé pour Hoffenheim au Borussia Park. Neuf minutes après l'exclusion de l'international français, Ryan Sessegnon a permis à Hoffenheim de prendre un avantage décisif en reprenant un centre au premier poteau, son but donnant la victoire à son club. Le Borussia, privé de l'international algérien, Rami Bensebaini, positif au Covid-19, reste sur une série de six matches sans victoire, toutes compétitions confondues, et pointe désormais à la 8e place de la Bundesliga. Mais il est qualifié pour les 8es de finale de la Ligue des champions et rencontrera Manchester City en février.

FOOT/ CHAMPIONNAT QATARI

Laurent Blanc, nouvel entraîneur d'Al-Rayyan

L'ancien sélectionneur de l'équipe de France Laurent Blanc, sans poste depuis son départ du Paris SG en 2016, s'est engagé pour 18 mois avec le club qatari d'Al-Rayyan où évolue l'international algérien Yacine Brahimi. Il a annoncé le club sur son compte twitter. Agé de 55 ans, Laurent Blanc succède à l'Uruguayen Diego Aguiré à la tête d'Al-Rayyan qui occupe la sixième place au classement à 12 longueurs du leader Al-Sadd dirigé par l'Espagnol Xavi Hernandez. En seulement six saisons comme entraîneur de clubs, trois à Bordeaux (2007-2010), autant au Paris-SG (2013-2016), Blanc s'est forgé un impressionnant palmarès, avec quatre titres de champion de France dont trois dans la capitale. Il avait en plus offert au PSG une identité de jeu, fondée sur l'offensive et la possession de balle. L'ancien international français (97 sélections), vainqueur de la Coupe du monde 1998 et de l'Euro-2000 avec les Bleus, a dirigé l'équipe de France de 2010 à 2012 avec un bilan sportif mitigé et écorné par l'affaire des quotas ethniques discriminatoires.

FOOT

Messi égale le record de buts de Pelé avec 643 buts

Buteur face à Valence ce samedi, Lionel Messi a inscrit son 643e but sous le maillot du FC Barcelone, égalant ainsi le vieux record de Pelé avec Santos (1956-1974).



L'Argentin a inscrit le but de la tête à la conclusion d'une action consécutive à un pénalty qu'il avait lui-même tiré et qui avait été repoussé par le gardien de Valence Jaume Domenech, juste avant la pause (45e+4). Il égale ainsi un nouveau record, vieux de près de cinquante ans celui-là (Pelé avait quitté Santos en 1974 pour rallier le Cosmos de New York), et inscrit ainsi son nom de manière un peu plus indélébile au panthéon du football. Messi (33 ans) a marqué 643 buts

en 748 matches officiels avec le Barça selon le club (soit un but tous les 1,16 matches), tandis que le Brésilien avant marqué 643 buts en 757 rencontres avec le club voisin de Sao Paulo, Santos FC (soit un but tous les 1,17 matches), où il avait joué 18 années. "Ces chiffres sont impressionnants, on n'aura jamais un joueur aussi efficace dans ce club. C'est pour ça que c'est le N.1. Ce qu'il a fait pour ce club, c'est impressionnant", l'a encensé son entraîneur

Ronald Koeman mardi en conférence de presse. Plus de 15 années se sont écoulées depuis que Messi a ouvert son compteur de buts avec l'équipe première Barça : sa première réalisation était arrivée le 1er mai 2005 contre Albacete en Liga (succès 2-0). Le sextuple Ballon d'Or, sextuple Soulier d'Or et finaliste du Prix Fifa "The Best" 2020 jeudi est de loin le meilleur buteur de l'histoire du Barça (devant les 230 buts de Cesar Rodriguez), le meilleur

leur buteur de l'histoire du Championnat d'Espagne (450 buts, devant les 311 de Cristiano Ronaldo), et le joueur qui a remporté le plus de titres avec le club catalan (34, dont quatre Ligues des champions). L'Argentin aura l'occasion de dépasser Pelé pour devenir le seul meilleur buteur de l'histoire dans un seul et même club lors de la prochaine rencontre du Barça contre Valladolid, demain (22h00, 21h00 GMT) pour la 15e journée de Liga.

ANGLETERRE

Liverpool s'envole en pulvérisant Crystal Palace (7-0)

Trois jours après avoir repris la tête de la Premier League, Liverpool a conforté sa place de leader en marchant sur Crystal Palace, puni 7-0 chez lui, sans même démériter, samedi pour la 14e journée de Premier League. Avec 31 points, les tenants du titre ont pris 6 longueurs d'avance sur Tottenham, qui reçoit Leicester (4e) aujourd'hui. Face au 12e, Liverpool était bien évidemment favori, mais le match a été une véritable démonstration des hommes de Jürgen Klopp qui ont marqué presque à chaque tir cadré (8 au final). Même l'entraîneur de Crystal Palace, l'expérimenté Roy Hodgson, 73 ans, qui en a pourtant vu d'autres, a préféré en rigoler en se rasseyant sur son banc après le 7e but. On a revu un Liverpool du niveau de l'équipe qui avait survolé le championnat la saison passée, terminant avec 18 points d'avance sur son dauphin Manchester City. Et on a surtout retrouvé Roberto Firmino, auteur d'un doublé, après son but décisif contre Tottenham à la dernière minute du temps réglementaire, mercredi. L'attaquant brésilien, qui a peiné physiquement en début de saison et été un peu éclipsé par la réussite insolente du Portu-

gais Diogo Jota, a remis les pendules à l'heure. Il a réalisé deux enchaînements délicieux, un contrôle en pleine course/petit tir de l'extérieur, sur un centre d'Andrew Robertson, pour le 3-0 (43e). Il a ensuite emmené le ballon sur une belle passe de Mohamed Salah, avant de le piquer au-dessus du gardien pour le 5e (67e). Dès les premières minutes, on a senti que l'après-midi serait longue pour les Londoniens. A la 3e minute, Sadio Mané et Takumi Minamino se sont amusés dans la surface de réparation, le Japonais concluant avec sang-froid (1-0). Le Sénégalais a ensuite marqué d'une belle frappe en pivot à l'entrée de la surface (2-0, 34e). Le capitaine Jordan Henderson, d'une belle frappe enveloppée, a encore alourdi la marque au tout début de la seconde période pour tuer tout rêve de remontée (4-0, 51e). Et même Mohamed Salah, pourtant entré seulement à l'heure de jeu, a réussi à y aller de son doublé, de la tête (6-0, 80e) et d'une frappe du gauche broyée dans la lucarne opposée (7-0, 83e) pour offrir à Liverpool le plus large succès à l'extérieur de son histoire en Premier League.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

L'Atlético Madrid conforte sa place de leader contre Elche, 3-1

L'Atlético Madrid a dominé le promu Elche 3-1 samedi pour la 14e journée de championnat d'Espagne, et consolidé ainsi sa première place au classement de Liga (29 pts), trois points devant la Real Sociedad et le Real Madrid. Les Madrilènes se sont imposés notamment grâce à un doublé de Luis Suarez, qui a prolongé un centre à ras-de-terre de Kieran Trippier (41e) et repris un autre centre de Yannick Carrasco au second poteau (59e). Sans se montrer franchement emballants, les hommes de Diego Simeone ont su faire preuve de réalisme pour se relancer après leur défaite contre le Real Madrid (0-2) - la première de la saison en Championnat - le week-end dernier. Nouveau coup d'arrêt pour le FC Barcelone, accroché 2-2 par Valence

Le FC Barcelone a été accroché par Valence 2-2 samedi pour la 14e journée de Liga, et patine ainsi à la 5e place provisoire (21 pts), à huit unités du leader, l'Atlético Madrid, vainqueur d'Elche 3-1 plus tôt. Lionel Messi a égalé le "Roi Pelé" avec 643 buts marqués dans un seul club, au Barça, avec une réalisation de la tête après un pénalty manqué stoppé par Jaume Domenech (45e+4). Mouctar Diakhaby avait auparavant ouvert le score de la tête sur corner (29e), tandis que Ronald Araujo a doublé la mise pour le Barça d'une superbe reprise dans la surface (52e). Valence a finalement égalisé par Maxi Gomez (69e).

FOOT / TOURNOI DE L'UNAF (U20) ALGÉRIE - LIBYE :

les "Verts" sommés de réagir

Dos au mur, la sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) n'aura plus droit à l'erreur aujourd'hui face à son homologue libyenne, en match prévu au stade Chedly-Zouiten de Tunis (14h00), pour le compte de la 3e journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF).



Battue vendredi par le Maroc (0-1), quelques jours après avoir fait match nul face à la Tunisie (1-1), la sélection algérienne devra impérativement l'emporter devant la Libye, dont il s'agit de la première sortie, elle qui s'est imposée lors de la journée inaugurale contre l'Egypte par forfait (2-0), avant d'être exemptée de la 2e journée.

Fortement touchée par le coronavirus (Covid-19), l'équipe égyptienne s'est présentée avec un effectif de 14 joueurs, alors que le règlement de la Confédération africaine (CAF) exige la présence de 15 éléments. Un résultat autre qu'une victoire sera synonyme de grosse désillusion pour les joueurs du sélectionneur Saber Bensmaïn, dont le rendement a été jugé "en-deçà" des attentes par les observateurs, malgré le renfort de sept joueurs évoluant à l'étranger. Sous pression, les coéquipiers du capitaine Merouane Zerrouki (Paradou AC) devront sortir le grand jeu face aux Libyens, pour

leur dernière sortie dans ce tournoi, puisque l'ultime rendez-vous face à l'Egypte, qui devait se jouer jeudi prochain, n'aura pas lieu en raison du retrait des "Pharaons" du tournoi, suite aux multiples cas de Covid-19 déclarés au niveau de leur effectif et même au sein du staff technique. Au lendemain de la défaite face au Maroc, une partie des joueurs de l'équipe nationale (ceux qui ont joué ont été ménagés, ndlr), se sont entraînés samedi sur le terrain annexe du stade Hamadi-Agrebi de Radès. "Saber Bensmaïn a saisi cette occasion pour remobiliser ses troupes en prévision du prochain match face à la Libye. Malgré la déception de la défaite, les coéquipiers d'Azzi ont répondu présent en s'adonnant aux différents exercices concocés par le staff technique", a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Dans l'autre match de cette 3e journée, la Tunisie (1re, 4 pts) affrontera le Maroc (2e, 3 pts), dans une véritable finale

avant la lettre. Par ailleurs, et suite au retrait officiel de l'Egypte, "la délégation algérienne a introduit une demande officielle afin de revoir la programmation de ce tournoi, puisque l'équipe nationale a déjà disputé deux rencontres, alors que la Tunisie et le Maroc n'ont joué qu'un seul match, au moment où la Libye n'est pas encore entrée en lice", a souligné la FAF. Le tournoi se déroule sous forme de mini-championnat de trois journées, au bout desquelles les deux premiers seront qualifiés pour la phase finale de la CAN-2021 de la catégorie en Mauritanie (14 février - 4 mars), qui verra la participation de 12 équipes. Outre le pays organisateur, neuf sélections ont déjà validé leur billet pour le rendez-vous continental. Il s'agit de la Gambie, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Mozambique, du Ghana, du Burkina Faso, de la Namibie, de la Centrafrique et du Cameroun.

R.S

Brèves

JUDO (CHAMPIONNAT D'AFRIQUE)

L'Algérie championne d'Afrique par équipes

La sélection nationale algérienne de judo a remporté le titre par équipes mixte (3x3) des 41es Championnats d'Afrique des nations seniors qui ont pris fin, hier à Antananarivo à Madagascar. L'équipe algérienne s'est imposée en finale face au Sénégal sur le score de 3 à 2, grâce à Amina Belkadi vainqueur de A. Faye, Mohamed Sofiane Belrekaa qui a défait Ndiayé et Fethi Nourine qui a battu Gaye M., alors Sonia Asselah a été battue en super lourd, par Sagna. Exemptée en quart de finale, xempt, l'équipe algérienne composée de Fethi Nourine (-73kg), Abderrahmane Benamadi (-90kg), Sofiane Belrekaa (+100kg), Sonia Asselah (+78kg) et Amina Belkadi (-63kg), s'était imposée en demi-finale devant le Gabon (3-0), avec les succès de Nourine sur Nze Nkala, Benamadi devant T. Kouamba et Asselah face à Mazouz. De son côté, le Sénégal exempté du quart, s'est qualifié difficilement aux dépens de Madagascar (4-3).

Les médailles de bronze par équipes mixte (3x3) sont revenues à Madagascar et au Kenya. Il est à rappeler qu'aux épreuves individuelles clôturées samedi, les judokas algériens avaient terminé la compétition avec un total de six médailles (1or, 3 argentés et 2 bronze). La médaille en vermeil a été l'œuvre de Amina Belkadi (-63kg), alors celles en argent, ont été remportées par, respectivement, Sonia Asselah (+78 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Sofiane Belrekaa (+100 kg), qui se sont tous inclinés en finale contre respectivement la Camerounaise Vanessa Mballa Atangana, l'Egyptien Abdelkhalik Hatem et le Sénégalais Ndiaye Mbaniek. Par contre, Fethi Nourine (-73kg) et Kaouther Ouallah (-78 kg) se sont contentés du bronze. Au total, 126 athlètes (74 hommes et 52 dames) représentant 32 pays, prennent part aux joutes d'Antananarivo, qualificatives aux jeux Olympiques de Tokyo-2021.

R.S

FOOTBALL / LIGUE DES CHAMPIONS - TOUR PRÉLIMINAIRE (RETOUR)

Le MC Alger bat les Buffles de Borgou

Le MC Alger a battu le représentant béninois, Buffles de Borgou (5-1, mi-temps 2-1) en match "retour" du tour préliminaire de la Ligue des champions africaine de football, disputé samedi soir au stade du 5-Juillet (Alger). C'est le meneur de jeu Abdelmoumene Djabou qui a ouvert le score, d'un tir bini placé à la 7e, avant que son coéquipier Abdelhak Abdelhafid, ne double la mise à la 13e, suite à une belle passe de Belkacem Brahimi. Les visiteurs ont réduit le score par Fehintola, qui avait réussi à placer une belle tête, sur corner (19e). Mais c'est le MCA qui a eu finalement le dernier mot. En effet, les vert et rouge ont réussi à tuer définitivement le match en 2e mi-temps en rajoutant trois autres buts par Abdelhak Abdelhafid (71e), Sami Frioui (82e) et Abderrahmane Bourdim (90e+3). Au prochain tour, le MCA sera opposé à la formation tunisienne du CS Sfaxien, qui a facilement éliminé le FC Mlangede du Zanzibar (aller : 5-0, retour : 3-1).

R.S

FOOTBALL / LIGUE 1 (4E JOURNÉE)

La JSK, l'OM, le RCR et l'ASAM s'illustrent

Quatre clubs (JSK, OM, RCR et ASAM) se sont particulièrement illustrés lors de la 4e journée du championnat de Ligue 1 de football, étalée sur trois jours, de jeudi à samedi et caractérisée par la lourde défaite de l'USM Alger sur son terrain. La JS Kabylie et l'Olympique Médéa sont les principaux héros de cette journée prolifique en buts (21), pour l'avoir emporté à l'extérieur devant respectivement l'ASO Chlef (2-0) et l'USM Alger (3-1). La JSK, version Bouzidj, s'est fait une santé en obtenant son premier succès de la saison, mettant ainsi fin à une série de mauvais résultats (deux nuls et une défaite) et préparant de la meilleure des façons son match de Coupe de la Confédération, mardi à Niamey devant l'US Gendarmerie (Niger). La grosse surprise de la journée est venue du stade Omar-Hamadi où l'USM Alger, qui enregistre le re-

tour de son entraîneur Thierry Froger, est tombée lourdement devant Médéa (3-1). Si l'OM signe son premier succès après deux défaites et un nul, grâce notamment à un doublé de Khalfallah, les "Usmistes", par contre, continuent de manger leur pain noir, restant à l'avant-dernière place avec seulement 2 points au compteur. L'autre club euphorique de la journée est l'AS Ain M'lila qui s'est imposée facilement devant le promu JSM Skikda (3-0) sur des buts de Mammeri (11e, 87e) et Djaaboub (17e). Une victoire qui la propulse à la 2e place avec 8 unités, en compagnie de la JS Saoura. Cette dernière a attendu la 2e période pour venir à bout de l'USM Bel-Abbès (2-0) sur un doublé de Messaoudi (50e, 87e). Les gars du Sud-Ouest algérien restent fidèles à leur tradition à chaque début de saison en jouant les premiers rôles. Pour l'USMBA (20e - 1 point), les années semblent se suivre et se res-

sembler. Le derby algérois de samedi est revenu sans surprise au champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad, devant son voisin du NA Hussein-Dey (2-0). Les camarades de Bouchar ont inscrit leurs buts sur penalty, respectivement par Belahouel (45e+4) et Souibaa (87e), ce qui leur permet de se positionner à la 4e place en compagnie du MC Alger (7 pts), avec un match en moins pour les deux clubs algérois. En revanche, "Ennasria" (14e) est toujours en quête de sa 1re victoire après trois nuls de rang. De leur côté, l'US Biskra et le Paradou AC se sont séparés sur un score de parité (1-1). Les locaux ont ouvert le score par Heriat (52e) alors que les "Pacistes" ont rétabli l'équilibre par le buteur-maison Ben Bouali (82e) qui signe à cette occasion son 3e but de la saison. En dépit de ce nul, les gars des "Ziban" réalisent un bon début de saison en se plaçant au 6e rang, alors que le PAC continue de collec-

tionner les nuls (4 en 4 matches). Vendredi, le MC Oran et le RC Relizane ont signé leur première victoire de la saison respectivement devant le WA Tlemcen (2-1) à domicile et le CA Bordj Bou Arréridj (1-0) sur le terrain de ce dernier. Cette journée a débuté jeudi avec la 3e victoire de la saison du leader ES Sétif, dont la première à domicile. Cette victoire est bonne pour le moral des hommes de Nabil Kouki avant leur déplacement à N'djamena pour y affronter le club tchadien de Renaissance FC, mercredi prochain en Coupe de la Confédération. Le week-end footballistique national a été tronqué du match MC Alger-CS Constantine, le "Doyen" affrontant samedi en soirée (20h45) au stade du 5-Juillet le club béninois des Buffles FC au tour préliminaire (retour) de la Ligue des champions d'Afrique.

R.S

FRONTIÈRE
SOUDAN-
ETHIOPIE

Abiy Ahmed
minimise l'impact
sur les relations

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a déclaré samedi que les récentes escarmouches le long de la frontière avec le Soudan "ne briseront pas" les liens historiques entre les deux pays voisins. "Le gouvernement suit de près l'incident avec les milices locales à la frontière éthio-soudanaise", a déclaré M. Ahmed dans un message sur Twitter, soulignant que ce genre d'incidents "ne brisera pas les liens entre nos deux pays car nous recourons toujours au dialogue pour résoudre les problèmes". "Ceux qui attisent la discorde ne comprennent clairement pas la force de nos liens historiques", a-t-il ajouté. Mercredi, l'armée soudanaise a annoncé que des milices éthiopiennes avaient attaqué ses forces à la frontière entre les deux pays. "Mardi soir, alors que nos forces étaient sur le point de finir de ratisser la zone autour de Jebel Abou Tiour à l'intérieur de nos territoires et de rentrer, elles ont été prises en embuscade par des milices éthiopiennes", a déclaré l'armée soudanaise dans un communiqué, ajoutant qu'il y a eu "des pertes en vies humaines et en matériel". La zone frontalière entre le Soudan et l'Éthiopie est souvent témoin d'affrontements armés.

SOUDAN

Des milliers
de manifestants
au 2^e anniversaire
de la révolte

Des milliers de manifestants défilaient samedi dans plusieurs villes du Soudan, au deuxième anniversaire du début de la révolte contre l'ex-président Omar al-Béchir. Après avoir brûlé des pneus provoquant des volutes de fumée noire à El Sahafa, un quartier du sud de la capitale Khartoum, des manifestants se sont dirigés vers le palais présidentiel en scandant "Justice, Justice", et "Taskout Bass" ("La chute, point final"), alors que d'autres arboraient le drapeau soudanais ou des photos de "martyrs" tués durant les manifestations de 2019.

Les manifestants étaient plusieurs milliers dans le pays, selon des estimations de médias.

Le 19 décembre 2018, des centaines de Soudanais avaient commencé à manifester dans plusieurs villes du pays après la décision gouvernementale de tripler le prix du pain en pleine crise économique. Ce mouvement s'est transformé en une révolte qui a abouti le 11 avril 2019 à la destitution par l'armée du président Omar el-Béchir, après 30 ans de pouvoir.

Depuis la conclusion en août dernier d'un accord entre les militaires qui avaient succédé à M. Béchir et les dirigeants de la contestation, le pays est dirigé par un gouvernement de transition, avec un Premier ministre civil et un Conseil souverain composé de civils et de militaires.

Samedi près de l'aéroport, des manifestants tenaient une affiche du Premier ministre, Abdallah Hamdok, barrée par un croix avec ces mots "Adhal", (Va-t-en!).

LIBAN

Affrontements entre police
et étudiants lors
d'une manifestation



Des affrontements ont eu lieu samedi à Beyrouth entre la police anti-émeute libanaise et des étudiants qui manifestaient contre la décision d'universités d'adopter un nouveau taux de change du dollar pour fixer le prix des frais de scolarité, les augmentant de facto. Près de l'entrée de l'Université

américaine de Beyrouth (UAB), dans le quartier de Hamra, les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui tentaient d'approcher la porte principale, ont rapporté des médias. Les étudiants ont répondu en jetant des projectiles sur la police qui a formé un bouclier humain

pour leur barrer le passage. Aucun blessé n'a été rapporté dans l'immédiat. La manifestation fait suite à la décision de l'UAB et de l'Université américaine libanaise (UAL) -- autre important établissement privé -- de fixer les frais de scolarité sur un taux de change à 3.900 livres libanaises pour un dollar,

plutôt que sur le taux officiel (1.500 livres pour un dollar), entraînant une forte hausse de ces frais. Les étudiants craignent que d'autres universités suivent cet exemple et provoquent ainsi un exode vers les établissements publics qui manquent déjà de fonds et sont débordés.

IRAK

Le Premier ministre met en garde
contre l'effondrement de l'Etat

Le Premier ministre irakien Mustafa al-Kadhimi a mis en garde samedi contre l'effondrement des systèmes social et politique en Irak et un chaos massif si le pays ne passe pas par une réforme financière. M. al-Kadhimi a tenu ces propos lors d'une session extraordinaire du gouvernement irakien pour discuter du budget fédéral pour l'exercice 2021, après que la

Banque centrale d'Irak (CBI) a décidé de dévaluer la monnaie nationale en raison de la crise économique due à la baisse des prix du pétrole et à la pandémie de COVID-19. "La crise politique en Irak est liée à trois problèmes : le pouvoir, l'argent et la corruption. Nous travaillons pour faire face à la crise d'un point de vue économique et avec une décision audacieuse de surmonter les

obstacles de la corruption et de l'argent", a indiqué le bureau de presse du Premier ministre dans un communiqué. Plus tôt dans la journée, la CBI a décidé de réduire la valeur du dinar irakien à 1.450 dinars pour un dollar américain à la banque centrale, contre 1.119 dinars par dollar auparavant. Le taux de change du dollar atteindrait 1.470 dinars sur le marché local.

CORRIDOR

L'Iran et le Pakistan
ouvrent un nouveau point
de passage frontalier

Des responsables iraniens et pakistanais ont inauguré samedi le poste frontalier de Rimdan-Gabad, qui constitue l'itinéraire terrestre le plus court entre le port pakistanais de Gwadar et les corridors vers l'ouest, a rapporté la chaîne de télévision iranienne PressTV. "Après le passage de Mirjaveh, celui de Rimdan commence aujourd'hui son activité en tant que passage frontalier commercial officiel entre l'Iran et le Pakistan", a déclaré le porte-parole de l'Organisation des douanes iraniennes lors de l'inauguration, cité par l'agence de presse officielle IRNA. Le ministre iranien des Routes et du développement urbain, Mohammad Eslami, et le ministre pakistanais de la Production de défense, Zubaida Jalaal Khan, ont assisté à l'événement. On s'attend à ce que le nouveau point de passage stimule l'importation et l'exportation de marchandises entre les deux pays, ainsi que le passage des pèlerins et voyageurs pakistanais vers l'Iran.

MEXIQUE-USA

Biden et Lopez Obrador parlent migrations, Covid et commerce

Le président élu américain Joe Biden et le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador ont eu une première conversation téléphonique, abordant des questions importantes pour leurs pays voisins telles que les migrations transfrontalières, la lutte anti-Covid et le commerce bilatéral, ont informé leurs gouvernements. Joe Biden, qui doit devenir président des Etats-Unis le 20 janvier, "a souligné la nécessité de revitaliser la coopération entre les Etats-Unis et le Mexique, pour garantir une

migration sûre et ordonnée, contenir le Covid-19, régénérer les économies de l'Amérique du Nord et sécuriser" la frontière commune, a indiqué l'équipe du démocrate dans un communiqué. "Les deux dirigeants ont constaté une volonté commune de s'attaquer aux causes profondes de la migration au Salvador, au Guatemala, au Honduras et dans le sud du Mexique, et de construire un avenir plus prometteur et plus sûr pour la région", selon ce texte. "Nous réaffirmons l'engagement de travailler

ensemble au bien-être de nos peuples et de nos nations", a écrit M. Lopez Obrador sur son compte Twitter. "Il y aura une large coopération bilatérale et de très bonnes relations entre les présidents du Mexique et des Etats-Unis. Bonne nouvelle!" s'est félicité le chef de la diplomatie mexicaine, Marcelo Ebrard, sur Twitter. M. Ebrard a assuré que les deux hommes avaient eu une "conversation cordiale". Il s'agit du premier contact téléphonique entre eux.

AFGHANISTAN

Huit morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Kaboul

L'explosion d'une voiture piégée a fait hier huit morts et plus de 15 blessés à Kaboul, une nouvelle fois frappée par des attaques sanglantes, ont annoncé les autorités afghanes.



Depuis quelques mois, la capitale afghane est en proie à une recrudescence des violences en dépit des pourparlers de paix entre les talibans et le gouvernement en cours depuis septembre à Doha. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Tariq Arian, a accusé "les terroristes" d'être responsables de cette attaque. Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes, a-t-il précisé. Une source travaillant dans le secteur de la sûreté a précisé que la voiture piégée avait explosé dans l'ouest de la capitale. "C'était une explosion puissante qui a causé d'importants dégâts aux maisons situées à proximité", a déclaré un responsable au sein du ministère de la Santé. Des images télévisées montrent au moins deux voitures en feu, avec des panaches de fumée noire et épaisse. L'attentat n'avait pas encore été revendiqué dimanche en début d'après-midi. Le groupe Etat Islamique (EI) a revendiqué ces dernières semaines plusieurs attaques sanglantes dans la capitale, dont celles contre l'université et un autre

centre éducatif, qui ont fait au total plus de 50 morts ainsi qu'une récente série d'attaques à la roquette. Samedi, cinq roquettes ont été tirées sur la base aérienne américaine de Bagram (nord-est) en Afghanistan, sans faire de blessés ni provoquer des dommages matériels dans l'enceinte. Elles ont été revendiquées par l'EI. L'attentat à la voiture piégée survenu dimanche intervient deux jours après qu'au moins 15 enfants ont été tués et 20 personnes blessées dans l'explosion d'une moto à proximité d'un rassemblement religieux dans la province de Ghazni. Les autorités ont accusé les talibans d'en être à l'origine. Au moment de l'explosion, des enfants et des adultes étaient réunis pour assister à une lecture du Coran, une activité habituelle en ce jour saint du vendredi pour les musulmans, dans le district de Gilan, à environ 120 km de Ghazni, la capitale de la province. Les talibans ont nié toute implication, affirmant que l'explosion s'est produite lorsque des "munitions non explosées" ont détonné à proximité des enfants.

Plusieurs provinces d'Afghanistan sont en proie à une recrudescence des violences. Entre janvier et septembre, plus de 2.100 civils ont été tués et plus de 3.800 blessés, selon la mission de l'ONU en Afghanistan. Des pourparlers de paix sont en cours depuis septembre à Doha entre les deux camps. Ces négociations ont été suspendues jusqu'au 5 janvier. Les deux parties doivent encore s'accorder sur l'agenda des discussions. Le président afghan Ashraf Ghani a demandé que le prochain cycle de pourparlers se déroule en Afghanistan. En vertu d'un accord séparé avec les talibans conclu en février à Doha, les États-Unis ont accepté de retirer toutes leurs troupes d'Afghanistan d'ici mai 2021 en échange de garanties en matière de sécurité et d'un engagement des insurgés à discuter avec Kaboul. Des négociateurs talibans étaient vendredi au Pakistan pour y rencontrer le Premier ministre Imran Khan, qui a plaidé pour une réduction de la violence et un cessez-le-feu.

AFP

NIGERIA

Des dizaines d'écoliers libérés après leur enlèvement

Des dizaines d'écoliers ont été kidnappés samedi soir par des hommes armés dans le nord-ouest du Nigeria avant d'être libérés aujourd'hui grâce à l'intervention d'un groupe d'auto-défense et de la police, rapportent des médias citant un porte-parole de la police. Samedi soir, "80 écoliers qui rentraient dans leur village de Mahuta, dans l'Etat de Katsina (...) ont été enlevés par des bandits qui avaient déjà kidnappé quatre personnes et volé 12 vaches", a déclaré le porte-parole de la police locale, Gambo Isah, précisant que les "84 personnes enlevées ont été récupérées" dimanche matin. Les enfants ont été enlevés samedi soir près du village de Baure alors qu'ils revenaient avec leurs professeurs d'une cérémonie religieuse dans un village voisin, a déclaré le responsable d'une milice d'auto-défense Abdullahi Sada, cité par les médias.

"Lorsque la nouvelle est parvenue à Mahuta, la ville dont sont originaires les enfants, les habitants et les miliciens du groupe d'autodéfense se sont mobilisés et sont allés partis à la recherche des kidnappeurs, rapidement identifiés comme des membres de la communauté des éleveurs peuls", a-t-il ajouté. "Nous avons envahi leur zone, nous savions qu'ils détenaient les enfants et avons également pris en otage certains membres de leur communauté", a-t-il ajouté. L'opération a permis de "dégager les bandits et de sauver les 84 victimes kidnappées", a précisé le porte-parole de la police, ajoutant qu'elle se poursuit en vue "d'arrêter les bandits" et qu'une "enquête a été ouverte".

Des "bandits" sèment la terreur depuis plusieurs années dans les zones rurales du centre et du nord-ouest du Nigeria, pratiquant à grande échelle le vol de bétail et les enlèvements contre rançon. Les habitants ont mis sur pied des groupes d'autodéfense pour se protéger sans parvenir à mettre un terme aux violences, qui ont causé la mort de quelque 8.000 personnes depuis 2011. Ce nouveau rapt d'écoliers a eu lieu 48 heures après la libération de 344 enfants et adolescents, enlevés dans leur pensionnat le 11 décembre par des criminels opérant pour le compte du groupe terroriste "Boko Haram" dans la même région du Nigeria.

R.I

BREXIT

La querelle sur la pêche bloque la conclusion d'un accord

Britanniques et Européens ont poursuivi hier leurs négociations acharnées pour trouver un accord post-Brexit, le sort réservé à la pêche restant incertain, à une dizaine de jours de la date butoir du 31 décembre. "Les divergences restent les mêmes", a indiqué une source européenne en début de soirée samedi. Bien que d'un faible poids économique au regard des dizaines de milliards en jeu dans un éventuel accord de libre-échange, la pêche a une importance politique et sociale pour plusieurs Etats membres, en particulier la France et les Pays-Bas. Face à des Européens qui pêchent depuis des lustres dans les eaux britanniques, le Royaume-Uni entend en reprendre le contrôle et en a fait un symbole de son indépendance après son divorce avec le continent. L'Alliance des pêcheries européennes (EUPA) a fait part de sa grande inquiétude sur un accord qui pourrait "sonner le glas d'une grande partie d'une industrie qui a tant contribué à faire vivre des communautés côtières dans neuf Etats membres", dans un communiqué. Au cœur de la négociation, le partage des quelque 650 mil-

lions d'euros pêchés chaque année par l'UE dans les eaux britanniques et la durée de la période d'adaptation pour les pêcheurs européens. Pour les Britanniques, les produits de pêche dans les eaux européennes représentant environ 110 millions d'euros. Bruxelles proposerait de renoncer à environ 20% des 650 millions à l'issue d'une période de transition de sept ans, Londres en revendiquant 60% sur une période de 3 ans, selon des sources européennes. Des chiffres qui ne "cessent de bouger", selon une autre source européenne. Les Européens ont répété maintes fois qu'il n'y aurait pas d'accord sans compromis sur la pêche. Les négociations se déroulent sous la pression toujours plus forte du calendrier : l'accord doit être conclu avant que le Royaume-Uni --qui a officiellement quitté l'UE le 31 janvier dernier-- abandonne définitivement le marché unique européen et l'union douanière le 31 décembre à 23H00 GMT. Le Parlement européen a averti qu'il voulait un accord d'ici "dimanche minuit", sans quoi il ne pourra pas l'examiner et le ratifier afin qu'il puisse entrer en vigueur le 1er janvier. Même

en cas d'accord dimanche soir, le groupe européen écologiste a d'ores et déjà protesté contre le peu de temps pour examiner l'accord. Le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, n'a toutefois pas exclu samedi une poursuite des pourparlers au-delà du week-end. "Il est normal de ne pas dire +écoutez, c'est dimanche soir on s'arrête, et donc je sa-crifie tout+ (...) On ne fera pas ça, parce que ce qui est en jeu ce sont des secteurs entiers, comme la pêche, ce sont les conditions de concurrence pour nos entreprises dans la durée", a-t-il fait valoir sur la radio France Inter. Un accord conclu dans les tous derniers jours de décembre pourrait entrer en vigueur provisoirement, une option qui semble avoir la faveur des Etats membres mais à laquelle le Parlement s'oppose. L'horizon s'est dé-gagé en revanche sur les deux autres sujets qui entravaient les négociations - les conditions de concurrence équitables et la gouvernance de l'accord pour régler les divergences. L'UE refuse de voir surgir à sa porte une économie dérégulée qui se livre-

rait à une concurrence déloyale envers ses entreprises en ne respectant pas ses normes environnementales, sociales, fiscales ou son régime très strict sur les aides publiques. Alors que les deux côtés de la Manche se préparent au retour des contrôles douaniers après la rupture, un rapport parlementaire britannique a alerté sur une préparation insuffisante du Royaume-Uni, s'inquiétant des perturbations attendues dans les ports et des répercussions sur la sécurité. Et à partir du 1er janvier, les voyageurs ou les chauffeurs-routiers en provenance du Royaume-Uni arrivant dans l'UE ne pourront plus y apporter de produits à base de viande ou de lait, comme un sandwich jambon-fromage, afin d'éviter l'introduction de maladies animales infectieuses, a prévenu le gouvernement britannique. Sans accord commercial, les échanges entre l'UE et Londres se feront selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), synonymes de droits de douane ou de quotas, avec de lourdes conséquences pour des économies déjà secouées par la pandémie.

R.I

Au Nigeria, le grand dessillement

Debut octobre, la jeunesse d'une douzaine d'États du sud et du centre de la fédération nigérienne, présidée par l'ancien général Muhammadu Buhari, s'empara de la rue. L'objectif était de dénoncer, après un assassinat de trop, les exactions des SARS (Special Anti-Robbery Squad), la brigade spéciale de répression des vols. Formée en 1984, jouissant d'une semi-autonomie, les SARS étaient depuis 2017 l'objet d'une campagne de dénonciation sur les réseaux sociaux, en parallèle de l'appel à « la révolution, maintenant » lancé par le journaliste Omoyele Sowore, directeur du journal en ligne Sahara Reporters.

La sanglante répression de Lekki fut perçue à l'entrée de l'un des quartiers les plus riches de la mégapole la plus peuplée d'Afrique subsaharienne : cette fois les victimes ne pouvaient pas être qualifiées de « terroristes ». Le mouvement de contestation du mois d'octobre, relayé en direct par les 24 millions de Nigériens actifs sur les réseaux sociaux, a donc contraint le pouvoir central à démanteler les SARS. Amnesty International Nigeria, qui n'a eu de cesse depuis cinq ans de dénoncer ses exactions, estime que ces unités seraient responsables d'au moins 82 cas de torture, de mauvais traitements et d'exécutions extrajudiciaires survenus entre janvier 2017 et mai 2020.

Les jeunes Nigériens de la classe moyenne et urbaine, affichant dreads, tatouages et smartphones, étaient particulièrement harcelés par les membres des SARS. Ceux de la rue, confrontés quotidiennement aux exactions policières, ont embrayé derrière elle. La contestation s'est alors élargie à un ensemble de revendications sociales alors que le Nigeria, après 60 ans d'indépendance — dont 22 sous joug militaire —, vient de passer le cap des deux décennies de retour à la démocratie.

Celle-ci vient de rappeler une nouvelle fois quelle n'était qu'une façade au Nigeria en matière de respect des droits humains et du droit à manifester pacifiquement. Le mardi 20 octobre, M. Babajide Sanwo-Olu, gouverneur de l'État de Lagos, membre du parti APC (All Progressives Congress) au pouvoir, annonça que son État serait placé sous couvre-feu à partir de 16 heures. À 18 h 45, les forces de sécurité ont fait leur apparition au péage autoroutier de Lekki, mettant un terme brutal au rassemblement pacifique de près de 1 000 personnes organisé depuis plusieurs jours devant l'entrée de l'autoroute à six voies donnant sur la péninsule de Lekki, à l'est de la mégapole. Une semblable répression s'abattait dans le quartier d'Alausa, au nord de la capitale économique du Nigeria Lagos. Toujours selon Amnesty International, au moins 12 manifestants ont perdu la vie ce jour-là, alors que plusieurs centaines d'autres étaient blessés. Cette semaine sanglante aurait en tout causé la mort d'au moins 69 personnes dans le pays.

Orage de coups de feu

Les images du drame de Lekki, son orage de coups de feu sans confusion et pleurs parmi les drapeaux nigériens à terre, ont été massivement relayées par la diaspora. Plusieurs influenceurs nigériens, allant des artistes de la scène afrobeat tels que Burma Boy et Salz à l'auteure Chimananda Ngozi Adichie, ont contribué à susciter un vaste émoi international sur les réseaux, avant que ne s'abatte sur le Nige-

ria une pluie de condamnations et réprobations officielles, du président de la commission de l'Union Africaine, M. Moussa Faki Mahamat, à Joe Biden, le candidat démocrate à la Maison Blanche.

Durant cette journée, beaucoup de jeunes nigériens se sont soudainement rappelés ce que leurs parents leur racontaient au sujet du premier Muhammadu Buhari, celui d'avant la « conversion à la démocratie », dirigeant, entre 1983 et 1985, le pays d'une poigne de fer. Le souvenir du musicien contestataire Fela Ransome Kuti, qui fut l'une des bêtes noires du Buhari dictateur, n'aura jamais été aussi présent dans la mémoire des Nigériens depuis le retour de la démocratie, comme le rappelle la revue The Republic, en pointe durant le mouvement de manifestation.

Avant ce mardi noir, le Nigeria avait déjà connu en 2020 120 exécutions extra-judiciaires de civils par les forces de sécurité, selon l'ONG Global Rights. Lesquelles impliquaient non seulement des membres des SARS mais également d'autres unités de police, tout comme des militaires de la Navy et de l'infanterie nigérienne, du Nigeria Security and Civil Defence Corps, ainsi que des fonctionnaires des douanes. Le journal nigérien en ligne The Cable décompte de son côté 92 morts en un an, à l'actif de la seule police fédérale. Depuis l'arrivée en 2015 de M. Buhari à la tête de la fédération nigérienne, puis sa réélection en 2019, le Nigeria a également connu un massacre commis par ses forces armées : à Zaria, en décembre 2015, marqué par l'exécution de 350 militants chiites du mouvement islamique du Nigeria (MIN), dirigé par Ibrahim Al-Zakzaky. Ce dernier reste toujours détenu aujourd'hui malgré les demandes de libération et les manifestations quasi hebdomadaires menées par le MIN à Abuja. Trois ans plus tard, en 2018, la garde présidentielle ouvrit le feu sur l'une d'entre elle, tuant au moins 39 manifestants, selon les estimations.

« Il existe de nombreuses similitudes entre les fusillades d'octobre 2018 et celle d'octobre 2020 », souligne pour le site The Conversation le chercheur nigérien Samuel Olamide, spécialisé dans les questions de sécurité à la SOAS University of London :

« Des manifestants pacifiques ont été enfermés dans une nasse, avant que les forces armées ne tirent à balles réelles sur des foules de civils sans discrimination, continuant de le faire alors même que les civils se retiraient (...). Mais les réactions aux deux massacres ont été nettement différentes. Le MIN a été décrit par le gouvernement comme violent, avec des objectifs équivalents à ceux de la secte militante Boko Haram. Le gouvernement a justifié la réponse brutale des forces armées nigériennes à travers un récit racontant qu'il s'agissait d'une guerre menée contre un ennemi lointain, terrible et intransigeant avec l'État. Le gouvernement a contrôlé le flux d'informations concernant l'incident de 2018 et, par conséquent, le récit populaire. Il a ouvert une enquête interne sur l'incident mais n'a pas depuis publié ses conclusions, alors qu'aucun militaire ou policier n'a été tenu pour responsable. Le meurtrière répression de Lekki, en revanche a été perpétrée dans l'un des quartiers les plus riches et les plus densément peuplés du pays. Cette fois, les victimes ne pouvaient pas être qualifiées de « terroristes ». C'étaient de jeunes citoyens. Lagos est un centre commercial peuplé d'indi-

vidus entrepreneurs et férus de technologie. Il n'est donc pas surprenant que la couverture du massacre générée par les utilisateurs soit sans précédent dans l'histoire du Nigeria ».

Plusieurs éléments troublants, confirmés par Amnesty International, semblent attester que l'intervention des forces de sécurité avait été préparée : « Peu de temps avant les tirs, explique l'ONG internationale de défense des droits humains, les caméras de télésurveillance installées à l'entrée du péage autoroutier de Lekki ont été enlevées par des officiels alors que l'éclairage était coupé, une volonté claire de cacher les preuves ». L'immense panneau publicitaire électronique situé à l'entrée du péage a également été déconnecté avant l'assaut.

En représailles à l'intervention des forces de sécurité, plusieurs bâtiments privés et publics de la capitale économique ont été incendiés, dont le domicile de la mère de l'actuel gouverneur de Lagos, et le siège de la chaîne de télévision Continental, propriété de son prédécesseur à la tête de l'État, M. Bola Tinubu (1999-2007). Pour une partie de la rue, l'élite politico-affairiste de Lagos, constatant le blocage de ses affaires et de ses entreprises, aurait en effet une part de responsabilité dans ce bain de sang. Pour Real Tambou, une jeune entrepreneuse en produits de beauté active sur Twitter, l'intervention des forces de sécurité aurait été menée parce que « Tinubu n'a pas pu récolter les profits du péage de Lekki durant deux semaines... Ce n'est pas une démocratie, poursuit elle, c'est une oligarchie et Tinubu en est un des symboles ».

Escroqueries foncières

Figure de l'APC, le « parrain de Lagos » est l'un des architectes de l'arrivée de Muhammadu Buhari au pouvoir. Sa fortune, immense, est l'objet d'interrogations. M. Tinubu envisage de se présenter aux présidentielles de 2023. Sous ses deux mandats à la tête de l'État le plus riche et peuplé de la Fédération, la mégapole de Lagos a connu d'importantes améliorations socio-économiques et le lancement de plusieurs projets d'infrastructures destinés à la décongestionner et l'étaler vers l'est. À l'époque, le Nigeria, aujourd'hui en récession, connaissait encore un fort taux de croissance. Les fonds d'investissements internationaux ont afflué vers des projets menés par (et réservés à) l'oligarchie nigérienne : le projet d'Eko City — le futur « Dubai » de Lagos —, mais également des programmes immobiliers et industriels destinés à s'élever sur la péninsule marécageuse de Lekki, dans le sillage de l'autoroute en construction menant à Epe. La concession de cette autoroute, montée dans le cadre d'un partenariat public-privé avec un opérateur émirati, a finalement été rachetée par l'État de Lagos de « manière à démocratiser l'utilisation de la voie ».

« Durant les dix dernières années, soulignait en 2010 le journal en ligne Sahara Reporters, Tinubu et Fashola [son successeur à la tête de l'État de Lagos], ont été impliqués dans diverses escroqueries foncières, y compris la conversion pure et simple de terres publiques appartenant à l'État de Lagos à des fins personnelles (...). Ceux-ci ont aussi donné des terres et des bâtiments de l'État à leurs amis, leurs associés politiques, des fonctionnaires et des membres d'agences de sécurité, des politi-

ciens et des membres des différentes branches du pouvoir judiciaire, le tout aux dépens des contribuables de Lagos... » En juillet dernier, le journaliste nigérien Toye Afeni notait pour The Africa Report que la société civile hostile à Bola Tinubu était particulièrement préoccupée par une firme, Alpha Beta Consulting, qui avait obtenu sous le mandat de Tinubu un contrat lui donnant le droit exclusif de collecter des impôts au nom de l'État de Lagos. Alpha Beta Consulting percevait une commission d'environ 10 % sur les revenus perçus par l'État ! « De nombreux groupes pro-transparence et militants de l'opposition ont demandé des informations sur ce groupe et ses liens avec Tinubu et d'autres politiciens de l'État », souligne le journaliste. En vain.

Lors de son terne discours à la nation diffusé le jeudi 22 octobre au soir, deux jours après la sanglante répression de Lekki, M. Buhari n'a manifesté aucune empathie pour les victimes. Il n'a pas non plus fait référence au drame du péage autoroutier. En revanche, l'accent a été mis sur la reprise de l'activité économique et l'aide aux entrepreneurs déjà fragilisés par le Covid-19. Bola Tinubu, qui a rétorqué n'avoir aucun intérêt personnel dans le péage autoroutier, a condamné les attaques contre des manifestants pacifiques et appelé l'État de Lagos à donner une partie des revenus générés par l'autoroute aux victimes des tirs survenus au péage autoroutier. Le gouvernement s'est engagé à former une commission d'enquête indépendante alors que des pillages d'entrepôts alimentaires se multipliaient dans le pays.

Le calme est aujourd'hui retombé sur la Toile. Soutien de M. Buhari, les gouverneurs du nord du pays, constatant les « actions subversives » de certains manifestants, appellent à une régulation des réseaux sociaux. Mais le combat, pour autant, se poursuit. Pendant que l'on écrit ces lignes, Soro Soke FM, dont le nom vient d'une expression Yoruba (« Speak up - Ouvrez là ») devenue le cri de ralliement des manifestations, continue à programmer afrobeat(s) et reggae, bien sûr beaucoup de Fela, mais aussi à diffuser les constats désemparés d'artistes des années 2000 tels qu'Eedris Abdulkareem. Régulièrement, le radio en ligne décline les noms des jeunes gens et jeunes femmes qui auraient été tués ou blessés durant ce tragique mois d'octobre. « Ne les oubliez pas », rappelle, le DJ anonyme. On se croirait revenu au temps de radio Kudirat, la radio pirate lancée en 1996 par l'opposition pro-Abiola au régime militaire du général Abacha. Mais cette fois-ci, il n'y a ni parti derrière, ni visage ou leader affirmé. Le Nigeria, touché de plein fouet par la crise économique provoquée par l'irruption du Covid-19, s'enfonce dans un long hiver qui durera, au moins, jusqu'à la présidentielle de 2023.

« Dans l'intérêt du bien-être de nos camarades et des citoyens ordinaires qui en souffrent, nous allons suspendre les manifestations physiques, déclare la coalition des groupes de manifestants de Lagos et du Nigeria. Mais, dans l'intérêt de ceux qui sont morts avant les manifestations, pendant les manifestations et aux mains des soldats au péage de Lekki — des personnes que le gouvernement a largement refusé de reconnaître —, LA LUTTE DOIT CONTINUER ».

Par jean-christophe servant
Source : Les blogs du diplo